

N° 104 — JUIN 1972

« LE PEUPLE BRETON »

mensuel

Boîte postale 713 RENNES

ABONNEMENTS

Ordinaire : 12 F

Etranger (par avion) : 20 F

De soutien : à partir de 20 F

C.C.P. 2 365-76 RENNES

Aujourd'hui, être libre
c'est être informé

LE PEUPLE BRETON

1^F

UDBN

JOURNAL DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

LA GREVE DU LAIT :

Les paysans bretons ne veulent plus être payés au-dessous du S. M. I. C.

VOIR L'ÉDITO PAGE 2

LA RAFFINETTE DE BREST : LES PAYSANS MENACÉS PARLENT

Suite à notre étude « Le problème de la raffinerie à Brest : l'U.D.B. fait le point » (n° 102-103), nous sommes allés interviewer le Comité de défense des agriculteurs qui s'est constitué à Lanvian, en Guipavas. Jean Léal, président local de la F.D.S.E.A. (Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles), et Roué, secrétaire et porte-parole du Comité de défense des agriculteurs, ont répondu à nos questions.

LE P.B. Qu'est-ce que le Comité de défense des agriculteurs de Lanvian ? Regroupe-t-il uniquement des agriculteurs ? Est-ce un comité professionnel ?

Roué. Le Comité de défense a été formé par les agriculteurs qui, à l'origine, entendaient parler de la raffinerie, avaient appris par la presse qu'une raffinerie allait être construite à Guipavas : deux sites étaient à l'étude : le plateau de Saint-Yves, au sud-est de la commune, et le plateau de Lanvian, qui finalement fut retenu. Nous nous demandions, nous, à l'époque, de quoi il s'agissait, ce qui nous attendait ; il fallait bien se renseigner : qui allait construire cette raffinerie ? Comment ? Sur quels terrains exactement ? Quelles conséquences cela aurait-il sur les exploitants ? C'était tout de même leur vie qui était en jeu, leur vie professionnelle.

Nous avons donc cherché à en savoir plus ; d'abord en nous unissant. Nous avons rassemblé tous ceux qui étaient menacés. Il y a, en zone d'aménagement concerté (ZAC), 28 exploitations : 10 sont prises en totalité, 18 partiellement. La ZAC couvre 157 hectares. Par ailleurs,

d'autres exploitants sont menacés par une Zone d'aménagement différé dont la superficie est supérieure à celle de la ZAC.

Le comité de défense s'est alors formé ; il regroupe les agriculteurs : ceux qui sont concernés directement dans le périmètre qui est maintenant définitif, plus d'autres qui ont adhéré par solidarité, soit au total 70 adhérents.

LE P.B. Quand vous avez commencé à vous informer, qui avez-vous été voir en premier lieu ?

Roué. Le sous-préfet. Il fallait bien aller à la source de l'affaire : nous n'avions été informés que par la presse. Qui était à l'origine ? Il y avait Lombard, et il y avait la sous-préfecture. Pour connaître les périmètres définitifs, et parce que nous ne voulions pas faire les frais de cette affaire, nous avons été à la sous-préfecture.

Premier contact, première douche froide ; c'est là qu'on nous a dit que, s'il y avait expropriation, nous ne serions pas reclassés à la raffinerie de toutes

façons ; qu'il ne fallait pas nous impatienter trop, parce que c'était la coopérative des raffineurs qui devait s'occuper de nos problèmes : comme elle n'était pas encore formée, nous avions, nous a-t-on dit, le temps de voir venir !

LE P.B. Mais est-ce que, dès le départ, votre position était celle que l'on voit maintenant ; vous n'êtes pas hostiles à une industrialisation, même à Guipavas, même à Lanvian ?

Roué. Au départ, nous ignorions tous les problèmes qui se posent aujourd'hui. On nous avait dit « il y aura une raffinerie ». Et en Conseil municipal, à Guipavas, ainsi qu'à Saint-Divy en réunion publique, M. Etienne et M. Hernandez avaient promis 40 emplois à l'hectare. Pour eux, c'était comme si c'était déjà fait ; nous, nous voulions savoir comment cela allait se passer. Nous n'avions pas une position dure. Mais peu à peu, nous nous sommes aperçus que nous ne comptions pas et aussi que ce n'était peut-être pas l'idéal d'implanter une raffinerie à Lanvian quand la plupart des raffineries en France sont situées sur des terres incultes, loin des villes.

Lanvian n'est pas le plateau de landes folles que l'on a présenté. Les exploitants produisent essentiellement du lait, mais aussi des pommes de terre de semence, productions commercialisées en coopérative ; à ceci vient s'ajouter l'élevage du

porc. Il n'y a donc pas de culture légumière, mais le lait, la pomme de terre sont des productions qui demandent beaucoup de travail et permettent des revenus à l'hectare élevés : c'est ce qui explique la masse de gens qui se trouve sur une si petite surface.

Léal. Il n'y a pratiquement pas de terres incultes.

On nous avait parlé de 140 emplois à créer par la raffinerie ; actuellement, à Lanvian, on peut compter 30 exploitants, plus 1/2 part peut-être pour la femme, et quelques bons vieux qui travaillent ; on arrive à une soixantaine de travailleurs. Avec ceux qui vivent en amont et en aval de l'agriculture, il faut doubler le chiffre : 140 emplois créés compenseraient à peine ceux qui seraient supprimés.

LE P.B. Il est intéressant de noter que, frappés dans vos intérêts particuliers, vous allez, dans votre analyse, bien au-delà de ces intérêts. Pouvez-vous préciser vos positions sur l'industrialisation ?

Roué. L'industrialisation, il eût été assez mal venu d'être contre, si l'implantation d'une usine avait créé, comme on nous l'avait promis au départ, 40 emplois par hectare. Mais c'est du vent. Nous avons fait l'analyse en termes d'emplois, elle est défavorable. Malheureusement, il est facile de dire, et de faire passer dans

(Suite page 4)

LE IX^e CONGRÈS DE L'U.D.B.

EXTRAITS DES TEXTES ADOPTÉS

(voir pages 6 et 7)

Edito

Ce qui se passe depuis quelques mois en Bretagne, c'est une convergence de faits...

LE JOINT FRANÇAIS

On peut dire que le grand jour du Joint Français a été la victoire de tous les travailleurs bretons...

C'est aussi une victoire pour les travailleurs bretons, s'adressant après la phase...

DIVERSES REVENDEICATIONS DE SALAIRES

A la fin de l'année 1972, le Joint Français, s'est réuni à Paris pour discuter...

LES PETITS COMMERÇANTS

A la suite des réactions violentes et quasi désespérées des petits commerçants...

LA GREVE DU LAIT

A l'heure où nous arrivons en Bretagne, la situation de ce qui est appelé le laitier...

Les agriculteurs en ont assez d'être perpétuellement sous-évalués et PAYÉS...

Le laitier de lait a refusé au congrès de mai de mai pour deux raisons, qui, cependant...

En mai 1972, les agriculteurs bretons ont décidé d'empêcher la production de lait...

Alors que certains, de fait, de la production bretonne, les agriculteurs constatent une...

Pour la première fois depuis, les agriculteurs n'ont pas seulement une...

Dans ces conditions, on comprend mieux la lutte de révolutions en Bretagne...

LES LECONS DU REFERENDUM DU 23 AVRIL 1972

Table with 5 columns: abstentions, blancs, exprimés, OUI, NON. Rows for 1972, 1967, 1969.

Il est difficile de tirer des conclusions nettes d'un référendum aussi trouble...

pourrait s'inscrire sur la conception de l'Europe, elle prouverait cependant...

Les < non > en 1972



RECUL DE LA DROITE EN BRETAGNE

Une première constatation s'impose: la Droite unitaire active sa mobilisation...

Une, active et constructive, la Gauche peut l'emporter en Bretagne, pour peu qu'elle liasse compte de la réalité bretonne.

PROGRES DE LA GAUCHE AMOINDRI PAR SA DIVISION

Malheureusement, le repli très net de la Droite n'a pas pu être transformé...

LA DROITE DU PARTI

L.U.D.B. ET LA RÉGIONALISATION

Le Comité Directeur de l'U.D.B. a tenu sa dernière réunion mensuelle le 14 mai...

Il s'est passé inutile de rappeler que la position de l'U.D.B. en ce sujet est...

SECTION D'AURAY

La section a tenu son conseil le 20 mai...

SECTION DE BREST-CENTRE

La section a tenu, dans la nuit du 20 au 21 mai...

SECTION DE BREST-RECOURVANCE

Après avoir eu une autre participation importante...

SECTION DE BREST-RECOURVANCE

Après avoir eu une autre participation importante...

SECTION DE BREST-RECOURVANCE

Après avoir eu une autre participation importante...

SECTION DE BREST-RECOURVANCE

Après avoir eu une autre participation importante...

SECTION DE BREST-RECOURVANCE

Après avoir eu une autre participation importante...

SECTION DE BREST-RECOURVANCE

Après avoir eu une autre participation importante...

SECTION DE CORNOUAILLE

Après le 10 mai, la section a participé aux élections...

SECTION DE MORLAIX

Le comité de section des élections de Morlaix...

SECTION DE MORLAIX

Le comité de section de Morlaix a tenu son conseil...

SECTION DU FAOUC

A l'heure des élections du 31 mai et du 1er juin...

SECTION DE RENNES

L'adhésion de la section s'est poursuivie...

SECTION DE GUINGAMP

Deux collègues membres sur les sections de Guingamp...

SECTION DE SAINT-BRIEUC

Le bureau des travailleurs du Joint Français...

SECTION DE LORIENT

Deux adhésions pour le référendum et pour la section de Lorient...

SECTION DE CARHAIX

Le conseil a tenu le 10 mai à la salle de la Pêche...

REUNION PUBLIQUE A SAINT-MARC

La réunion organisée le 28 avril à Saint-Marc...

SECTION DE CONCARNEAU

La section a enregistré le mois dernier une demande d'adhésion...

Souscription permanente pour le progrès du « Peuple Breton »

Table with 2 columns: Name, Amount. Lists subscribers and their contributions.

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES

COTES-DU-NORD

CONSEQUENCES DE LA LUTTE DU JOINT FRANÇAIS SUR DE NOMBREUSES ENTREPRISES.

La lutte du Joint Français a facilité le succès des luttes ouvrières dans de nombreuses entreprises.

A Saint-Brieuc, dans le commerce, des augmentations de 3 à 4 % et même 5 % sur la grille minimale ont été obtenues et une grille de salaire réel garantie minimale qui, elle, va jusqu'à 8 et 9 %. Chez Potier (U.F.A.C.) à Mur-de-Bretagne, les salariés ont obtenu 30 centimes du premier coup. Chez Néolait à Yffiniac, 30 centimes.

Les répercussions se sont fait sentir jusqu'à Pontivy : chez Onno (salaisons, conserves) après 24 heures de grève, le salaire minimum est passé de 4,46 F à 4,86 F (30 centimes en avril + 10 centimes en juillet) ; chez Préal, la grève n'a pratiquement pas duré, les ouvriers obtenant presque aussitôt satisfaction.

Chez Olida, à Loudéac, trust colonial qui exploite aussi bien les ouvriers que les agriculteurs bretons, producteurs de porcs, le phénomène a été très net. Après la prise de conscience commune qui s'est faite au Joint Français, le patronat a craint qu'une action conjuguée paysans-ouvriers d'Olida

se déclenche et aboutisse à une manifestation devant les portes de l'usine. Le 2 mai, la CFDT ayant déposé un préavis de grève, les patrons accordaient une augmentation de 4 % + 7 centimes de rattrapage sur Paris. La CFDT a fait cependant remarquer qu'à ce rythme on mettrait 30 ans à rattraper Paris et encore ! Aussitôt le patronat prenait peur et le chef du personnel proposait aux syndicalistes de « s'arranger ». Finalement, 7 centimes hiérarchisés supplémentaires étaient offerts et le salaire minimum passera donc de 4,56 à 4,88, soit un gain de 32 centimes.

LANNION : nombreux débrayages à la S.L.E.

Nombreux débrayages vers la mi-mai à la Société Lannionnaise d'Électronique (S.L.E., filiale de la C.G.E.). Les syndicalistes C.G.T. et C.F.D.T. ont obtenu notamment :

— une augmentation pour tous de 4,5 % à partir du 1^{er} juin ;

— une augmentation de 5,17 % pour tous les ouvriers spécialisés et les manœuvres ;

— en ce qui concerne la parité des salaires avec la région parisienne, un rendez-vous fixé pour le 1^{er} septembre.

FINISTÈRE

FERMETURE D'UNE NOUVELLE CONSERVERIE A QUIMPERLE.

La série noire continue. La Conserverie Bretonne (usine Massuyeau) ferme ses portes, mettant au chômage technologique 100 ouvriers permanents et privant d'emploi environ 120 travailleurs saisonniers. Sur les 26 ouvriers, 21 n'ont pas retrouvé de travail et, avec les saisonniers, ils se sont constitués en Comité de défense.

Cette nouvelle fermeture est un avertissement supplémentaire de la désertification qui menace tout le sud de la Cornouaille. On sait en effet que les activités de cette région sont fondées pour l'essentiel sur le secteur agro-alimentaire particulièrement menacé. Si des industries d'entraînement ne s'implantent pas à bref délai, on court à la catastrophe.

Toute la population en a conscience et cela donne un sens profond à l'élan de solidarité qui s'est développé dans la région de Quimperle à l'égard des grévistes du Joint Français et de ceux des papeteries Mauduit. Le comité de soutien réunissait toutes les couches de la population : ouvriers, paysans, commerçants, enseignants, jeunes... Et ce n'est pas à la légère que la motion commune affirmait : « Cette lutte est la lutte de tous les travailleurs de Bretagne ».

GRÈVE AUX SALAISONS JAOUEN A COMBRIT.

Après 15 jours de grève du 24 avril au

8 mai, les ouvriers des salaisons Jaouen, de Combrit ont dû reprendre le travail sans avoir obtenu de résultats. Ils ont demandé d'augmentation horaire de 50 centimes et de 150 F pour les mensuels. Les bourgeois se valent toutes, Jaouen le patron des salaisons de Combrit l'a encore prouvé. Elles profitent au maximum de la colonisation de la Bretagne et des travailleurs bretons : bas salaires, violation de la liberté syndicale, pression sur le personnel gréviste, répression après la grève par des changements de postes. Comme au Joint Français, la grève de chez Jaouen doit inciter les travailleurs bretons à donner une nouvelle dimension à leur combat : chasser la bourgeoisie et l'administration complice et prendre en main leur avenir politique.

MENACES SUR L'USINE VILLARD

La direction de l'usine Villard de Quimper envisage de fermer purement et simplement l'usine, ce qui jetterait au chômage 57 ouvriers. Produisant des confitures, la direction invoque l'éloignement des zones de production fruitières et des centres de consommation pour justifier la fermeture, menace que nous connaissons bien en Bretagne !

En réalité, c'est l'appât d'un profit encore plus grand, tandis que la gestion laisse à désirer, comme le dénonce le syndicat C.F.D.T. de l'entreprise, qui a lancé un appel pour que l'usine soit sauvée, en mettant les autorités, le Conseil général notamment, face à leurs responsabilités.

ILLE-ET-VILAINE

MANIFESTATION DES PETITS COMMERÇANTS

A Rennes : le CID-UNATI a réuni plusieurs milliers de personnes venues des différents départements bretons, le 18 avril. Des affrontements avec la police ont eu lieu après la dispersion de la manifestation. Un feu a été allumé dans les dépendances de la grande surface Mammouth

où plusieurs centaines de manifestants s'étaient regroupés.

LES GRÈVES

— A Vitry : grève de 24 heures le 17 avril au central téléphonique pour dénoncer les conditions de travail de plus en plus pénibles du personnel, entraînant une augmentation des arrêts de maladie pour surmenage.

— A Marcellé-Rasoul, Montauban, Bêcherel, grève de 48 heures dans les usines Préal (laiteries) très largement suivie. On connaît la précarité de l'emploi de ces

travailleurs. Ainsi à Bêcherel, la laiterie fromagerie est la seule entreprise (50 ouvriers) dans une commune où l'exode est très important.

LOIRE-ATLANTIQUE

— Les conditions de travail.

L'atelier de décolletage chez Saulnier-Duval a débrayé le 21 avril pendant 2 h 45 pour manifester contre les nouvelles conditions imposées par la direction. Il en est de même pour Nantes-Chèques où les cadences infernales sont depuis longtemps de notoriété publique. On comprend la lassitude des travailleuses lorsqu'elles ont fait grève le 29 avril et le 5 mai. On comprend leur décision de respecter d'autorité des cadences fixées par elles-mêmes, de faire comprendre à une direction « aux ordres » la nécessité de fournir des effectifs en nombre suffisant et de faire admettre la semaine en cinq jours.

— Licenciements.

Licenciement de 7 personnes dans les magasins de La Belle Jardinière. Cette décision intervient alors que d'importants investissements ont été réalisés récemment et que la direction pratiquait une politique d'embauche les mois derniers. Les perspectives patronales ont leurs raisons où la dignité des hommes n'a guère de place.

— Dans les services publics : même politique capitaliste.

Au C.H.R. de Nantes, compression de personnel. Le Ministère de la Santé n'a pas de sous, paraît-il. Comment s'en tire-t-on ? D'une manière toute simple : en ne fournissant pas des effectifs suffisants et en imposant des conditions de travail affolantes. Le personnel de jour remplace les agents de nuit, les remplacements nécessaires ne sont pas assurés et la journée continue est menacée.

A la mi-mai, les cours de promotion sociale étaient arrêtés depuis trois semaines par une grève des professeurs assurant cet enseignement. Quelle en est la cause ? Une circulaire ministérielle annonçant que les rémunérations seraient réduites de 20 % à partir du 1^{er} janvier 1972.

MOR-BIHAN

LORIENT : La face cachée de l'arsenal.

A l'occasion de la journée porte ouverte organisée le 11 mai à l'arsenal de Lorient, propagande en faveur de la marine nationale, qui manque tragiquement de volontaires, les syndicats CGT, CFDT et FO ont évoqué la « face cachée de l'arsenal », qui ne serait pas présentée aux visiteurs.

Ils faisaient allusion :

— aux conditions de travail (le 11 mai, jour de l'Ascension, l'arsenal n'est qu'un atelier vide) ;

— aux menaces qui planent sur l'établissement, fortement convolté par les entreprises privées, à la recherche du profit. L'importance économique de l'arsenal pour la région lorientaise toute entière a été soulignée en cette occasion.

VANNES : rassemblement de la jeunesse Ouvrière (chrétienne).

Samedi 13 mai 1972, à la salle des Lices de Vannes, 500 jeunes de Vannes, Pontivy, Quiberon, Carnac, Auray, se sont réunis pour se mettre en face des graves problèmes posés aux jeunes du Morbihan et, en général, à tous les travailleurs, à savoir :

— le chômage et l'insécurité de l'em-

ploi en Bretagne qui deviennent de plus en plus catastrophiques, — la course au rendement et au fric.

NOUVEAUTÉS AL LIAMM

Roparz Hemon

TANGI KERVILER

Un roman d'histoire imaginaire de lecture facile et reposante pour les vacances
— Prix : 13 F —

Ronan Huan

AN IRIN GLAS

Des nouvelles de notre temps
— 2^e édition : 13 F —

Commandes :
M^{lle} J. QUEILLÉ, 47, rue Notre-Dame,
GUINGAMP - C.C.P. 1136-82 Rennes

Imprimerie Commerciale - Rennes

"AU PÊCHEUR BRETON"

TOUS LES ARTICLES DE PÊCHE
PLONGÉE SOUS-MARINE — VÊTEMENTS MARINS

7, rue Billout — VANNES — Tél. 66-19-12

Boutique mixte
YANNJACK Pull's
4, rue Malakoff — Tél. 97-09-66
29 S - CONCARNEAU

Directeur de la publication : J.-P. Gourmel.
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41.387.
Tirage : 6 500 ex. — Dépôt légal 2^e trimestre.